

WANEP ALERT AND RESPONSE MECHANISM

WARMM

Policy Brief July 2022

Les conflits géopolitiques en cours et leurs implications pour la

GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE,

la paix et la sécurité durable en Afrique de l'Ouest.



**WEST AFRICA NETWORK
FOR PEACEBUILDING**

BUILDING RELATIONSHIPS FOR PEACE

Copy Right: WANEP© 2022

«LES CONFLITS GÉOPOLITIQUES EN COURS ET LEURS IMPLICATIONS POUR LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE, LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST.»

INTRODUCTION

Les temps sont problématiques pour beaucoup de pays en ce moment. Les tensions internes que vivent certains pays ont contribué à l'instauration d'un terreau fertile à l'extrémisme violent qui sévit en Afrique de l'Ouest. D'autres facteurs qui créent un flou dans cette crise sécuritaire sont aussi à rechercher dans la bataille géopolitique que mènent de grandes puissances dans le monde et sur le continent africain. En effet, l'expansion et l'implantation en Afrique de nouvelles puissances bousculent l'échiquier mondial car empiétant sur le pré-carré d'anciennes puissances coloniales. Au même moment, la population du continent qui est majoritairement jeune¹ aspire à plus d'autonomie face aux leaders dont les actions ne sont pas constamment en phase pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD)², promis lors des campagnes électorales. Finalement, il ressort que la gestion de la gouvernance démocratique dans nombre d'États, qui ont pourtant obtenu leur indépendance depuis les années 1960, reste à questionner.

I- Contexte

[L'État des lieux des défis de la gouvernance en Afrique de l'Ouest et leurs implications sur la sécurité humaine.](#)

Maintes fois observées et dénoncées à travers de nombreux ouvrages, documentaires, recherches³, et mieux, à travers le vécu quotidien, les conditions de gouvernance globale en Afrique de l'Ouest, voire en Afrique généralement demeurent les causes majeures de différentes crises que connaissent les pays du continent. De plus en plus en Afrique de l'Ouest, l'on assiste à une régression de la qualité de la gouvernance sous toutes ses formes qu'elle soit politique, économique, sociale etc. Ce constat se traduit, entre autres, par une corruption généralisée, le non-respect des engagements électoraux, les violations des droits humains, le tripatouillage électoral, la politisation et le clanisme au sein des administrations, une pauvreté endémique, le manque d'emplois etc.

Face à ces situations jugées incompréhensibles et insupportables, des populations s'organisent par le biais de mouvements de contestations populaires, sectorielles ou générationnelles, souvent réprimées par ceux qui ont pour mission régaliennne de les protéger et d'encadrer ces mouvements⁴.

¹ La part croissante de la jeunesse dans la population africaine est une réalité bien concrète. 60 % des Africains ont moins de 24 ans. À l'horizon 2050, 35 % des jeunes dans le monde seront africains, alors que cette proportion n'était que de 15 % en 2000. «Miser sur la jeunesse africaine, c'est miser sur l'avenir du continent» <https://ideas4development.org/jeunesse-africaine-avenir-continent/> (Consulté le 06 avril 2022)

² **17 objectifs pour sauver le monde**

Les objectifs de développement durable nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour tous. Ils répondent aux défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés, notamment ceux liés à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, à la paix et à la justice. Les objectifs sont interconnectés et, pour ne laisser personne de côté, il est important d'atteindre chacun d'entre eux, et chacune de leurs cibles, d'ici à 2030. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/objectifs-de-developpement-durable/> <https://pactemondial.org/decouvrir/17-odd-objectifs-developpement-durable/>

³ **Coups d'état : cause ou symptômes de la mauvaise gouvernance?** <https://issafrika.org/fr/iss-today/coups-detat-causes-ou-symptomes-de-la-mauvaise-gouvernance> (consulté le 06 avril 2022).

⁴ Statistiques du système d'alerte précoce (NEWS) de WANEP; www.wanep.org/news (Consulté le 30 juin, 2022)

WANEP Alert and Response Mechanism (WARM)

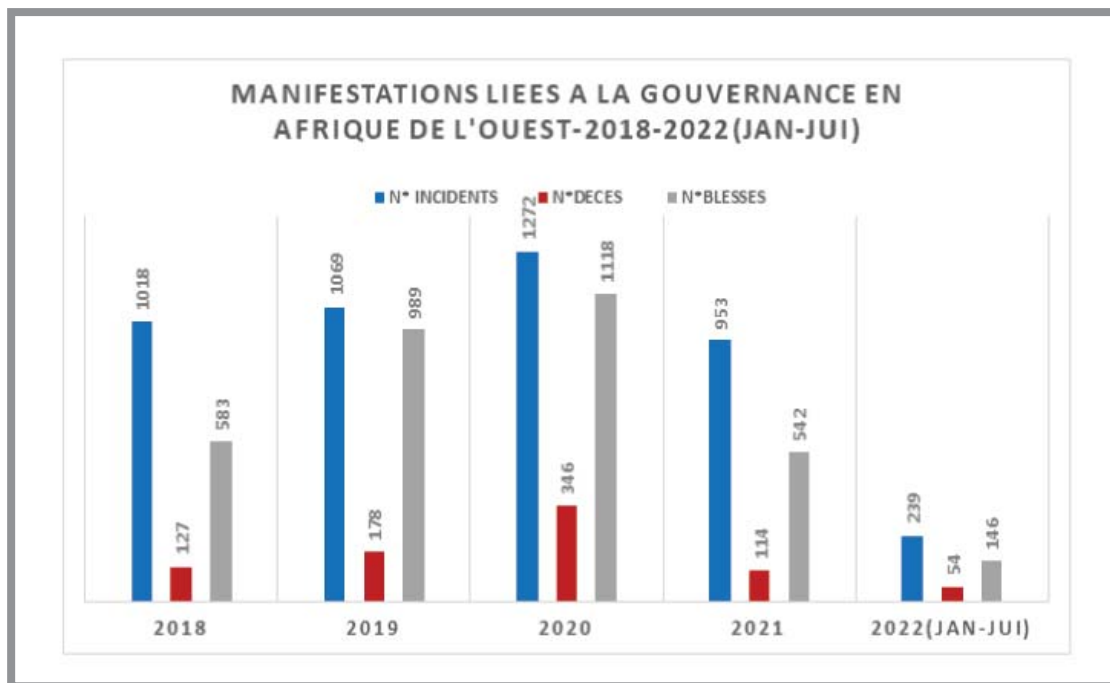
The WANEP Alert and Response Mechanism (WARM) is an integral part of the West Africa Preventive Peacebuilding Program co-ordinated by the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP). Through its WARM Program, WANEP is setting the stage for civil society-based early warning and response network in Africa with emphasis on human security.

WARM covers the entire Economic Community of West African States (ECOWAS) region.

Since 2002, WANEP entered into an agreement with ECOWAS through the signing of a Memorandum of Understanding (MOU) in the framework of capacity building in Conflict Prevention. One of the goals of

this agreement is to interface WARM with the ECOWAS Early Warning Systems to optimize early warning conflict prevention in West Africa. In view of this development, WANEP has been operating a liaison office located at the ECOWAS Secretariat in Abuja, Nigeria since April 2003.

In recognition of the role and achievements of the West Africa Network for Peacebuilding (WANEP) in Conflict Prevention and Peacebuilding in Africa, particularly in the West Africa, the Economic and Social Council of the United Nations at its substantive session of 2006 granted WANEP Special Consultative Status to the UN. WANEP is therefore mandated to designate official representatives to the United Nations in New York, Geneva and Vienna to further its advocacy and outreach strategies for peace and human security.



Il est surtout important de signaler que, dans la majeure partie des cas, ces contestations ont créé des situations fâcheuses, voire violentes dont certaines ont abouti tout récemment à la prise du pouvoir par les armes, comme pour légitimer les revendications des populations qui semblent avoir réalisé que leur salut ne se trouve plus dans les urnes. Elles semblent être convaincues que la démocratie se résumerait à un club de dirigeants élus, exerçant le pouvoir à leur guise, en bafouant les principes démocratiques basiques sur lequel leurs campagnes électorales s'étaient pourtant basées. Ce comportement ou attitude de "dénidémocratique" de certains dirigeants, contribue inexorablement à la fragilisation de la société et au ravivement des tensions politiques, ethniques, communautaires ou religieuses dans plusieurs pays à travers la région. Face à ces nombreux défis et à l'incapacité de les surmonter pour créer des conditions optimales et des opportunités pouvant permettre aux populations de satisfaire leurs besoins vitaux, certaines autorités gouvernementales de la région continuent graduellement de perdre leur légitimité aux yeux de leurs mandants. Cet état de fait justifierait, en grande partie, les récents coups d'état militaires qui sont intervenus au Mali, en Guinée, et au Burkina Faso contre des gouvernements élus. Aussi, l'expansion du terrorisme et des groupes armés radicaux en Afrique de l'Ouest et l'incapacité

des États à y trouver des solutions mettent-elles en évidence le niveau de fragilité des États concernés. Le présent document d'analyse sociopolitique et sécuritaire contribuera au constat des dynamiques actuelles de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest (II) ; présentera un aperçu non exhaustif des actions de la communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour soutenir les efforts de paix et de sécurité ainsi que de la gouvernance démocratique dans ses États membres (III). Il mettra en lumière les contestations géopolitiques du moment et leurs implications pour la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest (IV). En vue d'anticiper une déstabilisation généralisée de la région, des scénarios seront élaborés (V) pour soutenir des recommandations pertinentes (VI) dans le but de contribuer à la mitigation des menaces.

II. Les dynamiques actuelles de paix et de sécurité en Afrique de l'Ouest:

Avant d'aborder les dynamiques actuelles de paix et de sécurité dans la sous-région, il faut rappeler que l'Afrique de l'Ouest a connu des guerres civiles qui ont engendré l'instabilité politique, économique, démographique et sociale avec le phénomène d'enfants soldats. Mais après les guerres civiles survenues en Sierra Leone et au Liberia⁷,

⁵ Graphe extrait du NEWS de WANEP (Consulté le 30 juin, 2022)

⁶ Coup d'état mené par le Colonel Assimi Goïta le 18 août 2020 au Mali, qui a contraint à la démission, l'ex président Ibrahim Boubacar Keïta (IBK) ; Guinée 05 septembre 2021 : Coup d'état du Lieutenant-Colonel Mamady Doumbouya contre le président Alpha Condé qui débutait un troisième mandat.

⁷ Dix ans de guerre ont ravagé la Sierra Leone entre 1991 et 2002, tuant, selon les estimations, entre 50 000 et 200 000 personnes. La première guerre civile libérienne éclate à la fin de l'année 1989 contre le régime de Samuel Doe. En 1999, une nouvelle rébellion des Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie (Lurd) éclate au Nord, puis progresse vers Monrovia, soutenue par plusieurs pays voisins. La guerre s'achève par trois mois de siège de la capitale (juin-août 2003). Charles Taylor est contraint de quitter le pouvoir le 11 août 2003.

plusieurs mécanismes de prévention et de résolution de conflits, des instruments de gouvernance démocratique soutenus par la CEDEAO et ses États membres ont permis à l'Afrique de l'Ouest d'être citée à nouveau en exemple pour la stabilité dans la plupart de ses États. Cependant, avec les conséquences de la guerre en Libye en 2011, l'offensive de l'OTAN et les mouvements migratoires clandestins, qui s'en sont suivis, la situation sécuritaire de la sous-région, précisément au niveau du Sahel est devenue de plus en plus volatile. Ces mouvements migratoires incontrôlés ont contribué à l'aggravation des conflits communautaires, au foisonnement des groupes armés radicaux et les réseaux transfrontaliers de contrebandes qui continuent de mener des opérations de déstabilisation de l'Afrique de l'Ouest. Depuis ces événements, la situation humanitaire dans les régions affectées se dégrade progressivement en raison des violences sur des populations surtout celles qui sont dans les endroits où la présence de l'État n'est plus ressentie.

III- Le soutien de la CEDEAO à la gouvernance démocratique : Forces et défis

La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a, au fil des ans, prouvé sa capacité à entreprendre des initiatives de prévention et de résolution de conflits, de rétablissement de la paix dans le cadre du Protocole

relatif au Mécanisme de prévention, de gestion, de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité (le Mécanisme) qui fut adopté le 10 décembre 1999. Depuis lors, la CEDEAO a obtenu un succès remarquable dans l'accomplissement de son mandat en maîtrisant des conflits violents dans la région et en menant des interventions de prévention des conflits par le biais d'initiatives de diplomatie préventive-missions d'établissement des faits, diplomatie discrète, la pression diplomatique et la médiation. L'institution a également mis en place plusieurs organes prometteurs de prévention des conflits pour étayer son mandat, notamment le système d'alerte précoce, le Conseil de médiation et de sécurité, les bureaux du Représentant spécial, le Conseil des sages et les médiateurs spéciaux. Cependant, la mise en œuvre des aspects préventifs du mécanisme a parfois manqué d'approche stratégique. Elle a été caractérisée par une faible coordination interne, une sous-utilisation et une mauvaise orientation des capacités humaines existantes ainsi que le déploiement d'instruments limités.

En particulier, la répartition des rôles et des responsabilités entre la CEDEAO et les États membres, entre la CEDEAO et la société civile, ainsi qu'entre la CEDEAO et les partenaires extérieurs est faible. Cela se traduit par l'utilisation d'instruments limités, des interventions au coup par coup une

⁸ L'OTAN est une alliance politique et militaire des pays d'Europe et d'Amérique du Nord.

https://www.nato.int/nato-welcome/index_fr.html

L'intervention militaire de 2011 en Libye est une opération militaire multinationale sous l'égide de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui s'est déroulée entre le 19 mars et le 31 octobre 2011, dont l'objectif est la mise en œuvre de la résolution 1973 du Conseil de sécurité des Nations unies. Les noms de codes des interventions des armées mandatées par l'ONU sont l'opération Harmattan pour la France, l'opération Ellamy pour le Royaume-Uni, l'opération Odyssey Dawn pour les États-Unis, l'opération Mobile pour le Canada et l'opération Unified Protector pour l'OTAN.

⁹ La barre des 20.000 migrants morts en Méditerranée franchie après un naufrage au large de la Libye <https://news.un.org/fr/story/2020/03/1063431> (Consulté le 09 avril 2022)

Immigration clandestine : une réalité inacceptable, une réponse ferme, juste et humaine (rapport) https://www.senat.fr/rap/r05-300-1/r05-300-1_mono.html (Consulté le 09 avril 2022)

¹⁰ Le nombre de Sahéliens qui ont besoin d'aide humanitaire et de protection atteint 29 millions, ont alerté, mardi, les Nations Unies et leurs partenaires. Un nouveau chiffre record qui concerne six pays - le Burkina Faso, le nord du Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger et le nord-est du Nigéria – soit cinq millions de personnes de plus que l'année dernière. <https://news.un.org/fr/story/2021/04/1094832>

¹¹ Le cadre de prévention des conflits de la CEDEAO, historique, but et objectif. Accessible au : [ECPF History :: Aims :: Objectives | Economic Community of West African States \(ECOWAS\)](#) (Consulté le 12 avril 2022)

¹² La CEDEAO a joué un rôle clé dans la résolution laborieuse des guerres civiles longues et dévastatrices au Liberia (1990-97 et 2003-2007) et en Sierra Leone (1991-2002) qui avaient également débordé ponctuellement en Guinée et menaçaient d'embraser toute l'Afrique de l'Ouest. **Le Rôle de la CEDEAO dans la Gestion des Crises Politiques et des Conflits : Cas de la Guinée et de la Guinée Bissau** (Septembre 2022) <https://library.fes.de/pdf-files/bueros/nigeria/07449.pdf> (Consulté le 12 avril, 2022)

Afrique de l'Ouest : faire de la prévention des conflits la règle et non l'exception (Septembre 2018) https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/Note_OBG_Prévention-conflits.pdf (Consulté le 12 avril, 2022)

¹³ Ibid

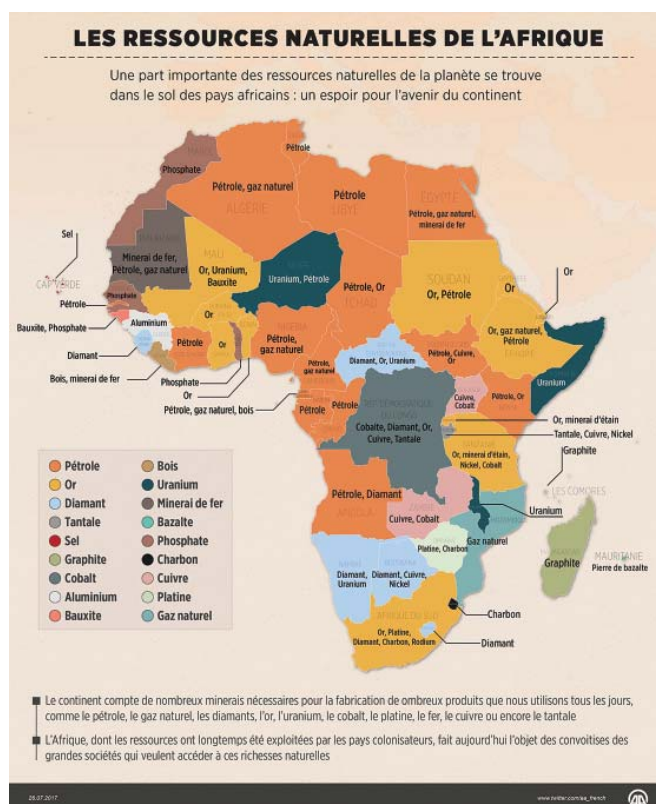
Rapport sur les enjeux sécuritaires en Afrique de l'Ouest : focus sur le Burkina Faso, la Guinée Bissau et le Sénégal – WATHI (Consulté le 12 avril, 2022)

¹⁴ Conflits récurrents en Afrique de l'Ouest : Le conseil des sages de la CEDEAO exhorte à intensifier les efforts de paix (21 février 2022) <https://www.lactuacho.com/conflits-recurrents-en-afrique-de-louest-le-conseil-des-sages-de-la-cedeao-exhorte-a-intensifier-les-efforts-de-paix/>

réponse relativement tardive aux crises. L'élaboration d'un cadre stratégique pour étayer les aspects préventifs du Mécanisme est donc devenue impérative. Les États membres de la CEDEAO portent la responsabilité première de la paix et de la sécurité. Cependant, à mesure que des initiatives sont prises dans le cadre de la vision stratégique de la CEDEAO pour transformer la région d'une «CEDEAO des États» en une «CEDEAO des peuples», les tensions entre la souveraineté et la supranationalité d'une part et, entre la sécurité des régimes et la sécurité humaine d'autre part, se résolvent progressivement en faveur respectivement de la supranationalité et de la sécurité humaine¹⁵. En plus des défis cités, le constat est que la CEDEAO n'a pas les moyens financiers adéquats de sa politique en matière de lutte contre l'extrémisme violent et l'insécurité qui gangrènent les pays de la région. Vu le contexte mondial actuel, il y a nécessité pour les États membres de la CEDEAO d'avoir un seul langage et renforcer le régime et les mécanismes d'opérations de l'institution, pour faire face aux menaces croissantes auxquelles ses pays membres sont confrontés. Autrement, la région risque de se voir fragiliser davantage et cela pourrait engendrer d'autres engrenages aussi compliqués que ceux vécus en ce moment.

IV- Les conflits géopolitiques et leurs implications pour la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest

Au-delà des défis internes auxquels font face les pays de l'Afrique de l'Ouest, d'autres facteurs accélérateurs sont aussi à rechercher dans la bataille géopolitique que mènent des grandes puissances sur le continent africain. En effet, l'implantation progressive de multinationales chinoises, le foisonnement d'activités et d'infrastructures humanitaires financées par les pays du Golfe persique, le retour de la Russie sur cette partie du continent à travers des groupes privés de sécurité pour faire face à des conflits armés démontrent, sans aucun doute, la convoitise dont la région fait



objet à cause de ses potentialités minières, agricoles et énergétiques¹⁶. En plus, cette convoitise par les grandes puissances est aussi régie par le besoin d'acquisition de nouvelles zones géopolitiques pour étendre leurs influences¹⁷ et cela se matérialise par l'installation progressive de bases militaires étrangères partout en Afrique.

En 2012, quand le Mali fut attaqué au nord par les groupes séparatistes et djihadistes, une solidarité internationale a été mise en branle par la France et la communauté internationale pour porter assistance au Mali afin de juguler la progression des groupes terroristes. C'est ainsi qu'un traité de coopération en matière de défense a été signé à Bamako le 16 juillet 2014 entre le Mali et la France. *Il faut rappeler que les objectifs dudit traité étaient de concourir concomitamment à une paix et une sécurité durable sur le territoire, notamment par la sécurisation des espaces frontaliers et la lutte contre le terrorisme, ainsi que dans leur environnement régional respectif.*¹⁸

¹⁵ Op.cit.

¹⁶ Les ressources naturelles : Sources d'espoir pour l'avenir de l'Afrique; «Malgré la présence d'importantes réserves de pétrole et de gaz naturel, certains pays africains ne sont pas encore en mesure de les extraire par eux-mêmes». <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/graphique-les-ressources-naturelles-source-despoir-pour-lavenir-de-lafrique/871406> (Consulté le 13 avril 2022)

¹⁷ Les armées étrangères en Afrique: vers une compétition stratégique: <https://www.rfi.fr/afrique/20191204-forces-etrangees-afrique-aficom-barkhane-sahel-camp-lemonnier-terrorisme> (Consulté le 13 avril 2022)

¹⁸ 17 Quels accords encadrent les interventions militaires au Mali? Cet accord prévoyait aussi des échanges des points de vue et d'informations relatifs aux contexte sécuritaire malien, l'organisation, l'équipement et entraînement des forces maliennes ; l'organisation d'exercices mixtes et conjoints entre leurs forces. Depuis la signature de ce traité, la France et ses partenaires européens ont eu à intervenir au Mali à travers la force Serval, Barkhane et Takuba. Quels accords encadrent les interventions militaires au Mali ? https://www.lepoint.fr/afrique/quels-sont-les-accords-qui-encadrent-les-interventions-militaires-au-mali-31-01-2022-2462749_3826.php (Consulté le 13 avril, 2022)

Plus tard, viendront la MISMA (AFISMA¹⁹ en anglais), ensuite, l'installation de la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA)²⁰. Cependant, malgré des années de présence de l'armée française²¹ au Mali, de la MINUSMA, la création du G5 Sahel et de la Coalition pour le Sahel, la situation sécuritaire ne s'est pas améliorée. Bien au contraire, à partir du Mali, l'hydre de l'extrémisme violent a gagné des adeptes et du terrain dans les pays du Sahel et vers les pays côtiers.

C'est dans ce contexte de tension que les autorités maliennes feront appel à la Russie, pour l'aider à en finir avec le terrorisme sur son sol. Sur le terrain, on constatera que l'intervention des éléments russes contribuera à réveiller les velléités entre les grandes puissances occidentales dans leur positionnement en Afrique. En effet, les nouvelles accointances du Mali avec la Russie ont créé des tensions diplomatiques avec la France qui s'est vue obligée de retirer la force Barkhane du Mali, progressivement remplacée par les supplétifs russes de l'armée malienne à Tombouctou, Gao, Gossi, Ménaka²².

Aussi, observe-t-on un appel croissant à l'aide russe venant des populations²³ de pays confrontés à l'extrémisme violent et ayant l'espoir que l'intervention russe arrêtera l'expansion de la menace. En effet, l'insécurité qui sévit dans la région en ce moment est une situation que ni les

pays pris individuellement, ni les organisations régionales n'arrivent à arrêter. De plus en plus de voix s'élèvent pour des initiatives de coopération militaire bilatérales. Sinon, le constat jusque-là est que chaque pays frappé se démène presque seul pour faire face à la crise sécuritaire sur son territoire. Quelques opérations²⁴ transfrontalières ont été menées, mais demeurent bien insuffisantes face à l'ennemi qui a largement une longueur d'avance dans sa stratégie de déstabilisation. Ces luttes géopolitiques ne sont pas sans implications certaines sur divers domaines de la gouvernance démocratique des pays africains.

a). Implication pour la gouvernance démocratique et la stabilité politique

L'exacerbation de la crise sociopolitique et sécuritaire à partir de 2020 a corroboré la déliquescence des relations entre les populations et les régimes en place dans plusieurs États de l'Afrique de l'Ouest où les griefs contre la gouvernance deviennent critiques. À divers degrés, des parties prenantes travaillent à résoudre ces crises. On retrouve aussi des alliés occidentaux venus à la rescousse des États pour contrecarrer l'extrémisme violent qui gagne du terrain. Mais les initiatives de mitigation²⁵ de l'insécurité croissante en Afrique de l'Ouest et notamment dans le Sahel n'ont pas convaincu par leurs résultats, car plutôt que de décroître, on assiste à une avancée notable des groupes armés au niveau de ces pays.

¹⁹. A la date du 3 mars 2013, le conseil de sécurité des Nations Unies déployait la Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine de l'UA et de la CEDEAO (la MISMA) avec 6 167 hommes répartis comme suit : Bénin (300) Burkina Faso (498), Ghana (125), Guinée (144), Niger (675), Nigeria (1 186), Sénégal (501), le Tchad (2 015) et le Togo (723). En coordination avec les forces françaises et maliennes, les contingents de la MISMA occupent des positions stratégiques sur tout le territoire malien, notamment à Bamako (Bénin et Ghana), à Markala et Diabali (Burkina Faso), à San (Guinée et Sénégal), à Ansongo et Gao (Niger), à Banamba (Nigeria), à Kidal et Tessalit (Tchad), à Sevare, Bandiagara et Koro (Togo). La MISMA fera place plus tard à la MINUSMA. <https://au.int/fr/node/25051> (Consulté le 13 avril, 2022)

²⁰. Le Conseil de sécurité a créé la Mission multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (MINUSMA) par sa résolution 2100, du 25 avril 2013. <https://minusma.unmissions.org/historique> (Consulté le 13 avril, 2022)

²¹. Opération Serval lancée le 11 janvier 2013 ; Opération Barkhane qui a remplacé le précédent à partir du 1er août 2014 ; 27 mars 2020 création de la Task Force Takuba qui est une force opérationnelle composée principalement d'unités des forces spéciales de plusieurs pays de l'Union européenne. Elle est placée sous commandement français et assiste les forces armées maliennes dans les opérations antiterroristes qu'elles mènent dans le pays.

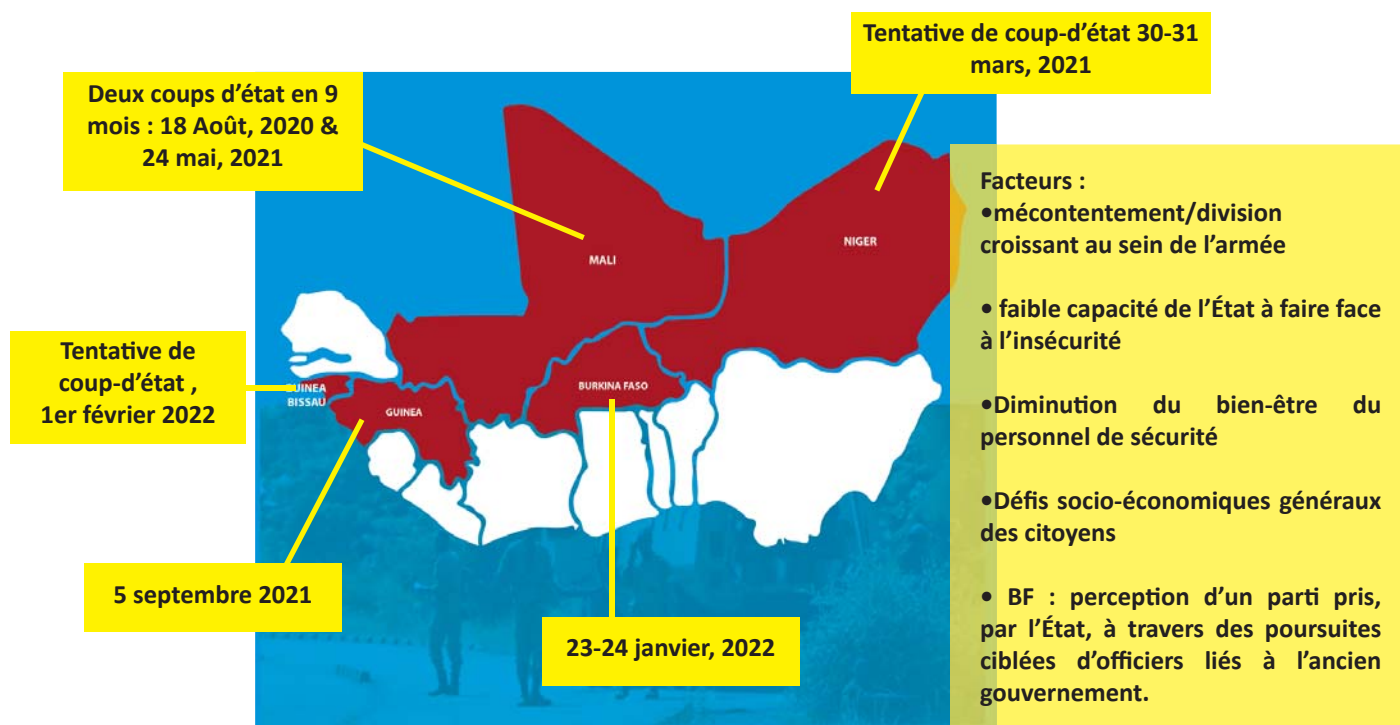
²². Au Mali, les Russes sont à Ménaka depuis le mercredi 15 juin dans l'après-midi. Le processus est désormais bien rôdé : à mesure que les soldats français de la force Barkhane se désengagent du Nord, les supplétifs russes de l'armée malienne investissent leurs bases. Ce fut le cas à Tombouctou, à Gossi et à présent donc à Ménaka, dans le nord-est du pays, près de la frontière avec le Niger. <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220616-mali-les-russes-arrivent-a-menaka-comment-vont-ils-combattre> (Consulté le 17-06-22)

²³. Des Burkinabè ont battu le pavé dans la ville ce samedi 23 avril 2022 pour demander le départ de la France. Les manifestants demandent aussi à l'image du Mali, la coopération de l'État Burkinabè avec la Russie dans la lutte contre le terrorisme. <https://infowakat.net/burkina-une-manifestation-pro-russe-avortee-a-coup-de-gaz-lacrymogenes/> (Consulté le 25 avril, 2022)

²⁴. **Antiterrorisme: l'Afrique de l'Ouest vers plus de solutions endogènes?** Les pays du Sahel organisent ensemble la riposte militaire https://www.lepoint.fr/afrique/antiterrorisme-l-afrique-de-l-ouest-vers-plus-de-solutions-endogenes-06-05-2022-2474550_3826.php (Consulté le 08-06-2022)

Opération conjointe Taanli 3 Burkina-Niger : une centaine de terroristes neutralisés <https://www.sidwaya.info/blog/2022/04/25/operation-conjointe-taanli-3-burkina-niger-une-centaine-de-terroristes-neutralises/> (Consulté le 08-06-2022)

²⁵. La présence de l'opération Barkhane, la mission de l'ONU au Mali (Minusma) et la mise en place du G5 Sahel n'ont pas pu endiguer le terrorisme dans différents pays d'Afrique de l'Ouest. De même, la stratégie antiterroriste régionale et le plan de mise en œuvre adoptés en 2013 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) n'ont jamais été appliqués. https://www.lepoint.fr/afrique/antiterrorisme-l-afrique-de-l-ouest-vers-plus-de-solutions-endogenes-06-05-2022-2474550_3826.php (Consulté le 07 mai, 2022)



Ces problèmes sécuritaires ont favorisé l'avènement de situations inconstitutionnelles au Mali et au Burkina Faso. Au Niger, le nouveau régime a déjoué un coup d'état à la veille de l'investiture²⁶ du candidat élu, Mohammed Bazoum, à l'élection présidentielle de décembre 2020. La Guinée Bissau²⁷ empêtrée dans une crise légendaire connue a une fois de plus expérimenté un coup d'État, le 1er février 2022, contre le président Umaru Embalo Cissoko, dont la réélection est contestée par ses opposants. Si ce énième coup d'état a manqué, il faut noter toutefois que le pays connaît encore une période précaire, avec des restrictions de libertés, qui font craindre une stagnation de la spirale de l'instabilité.

Condamnés par la CEDEAO, l'Union Africaine et la communauté internationale, les transitions dirigées par les militaires au pouvoir subissent des pressions de toutes parts pour un rétablissement à l'ordre constitutionnel dans ces États. Le Mali particulièrement se trouve dans une position assez inconfortable vis-à-vis de ses pairs de la CEDEAO. Aussi, le refroidissement de ses relations diplomatiques et l'arrêt de la coopération militaire entre la France et le Mali pourraient-ils pousser

le Mali à s'inspirer du modèle de la gouvernance démocratique de son nouvel allié Russe.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, les pays voisins au Mali sont graduellement influencés par les aspirations de leurs populations à une meilleure autonomie dans la gestion des affaires de leur État. Ainsi, des courants politiques évoluant dans l'ombre vont désormais rassembler plus de partisans. L'organisation des élections pourrait ne plus respecter les engagements des États qui sont matérialisés dans le protocole de démocratie et de bonne gouvernance de la CEDEAO. Sur le terrain, chacune des transitions met en avant le besoin de reconquête de l'ensemble des territoires du pays tombés entre les mains des groupes armés depuis des années.

b). Implication pour la paix, la sécurité régionale et le respect des droits de l'homme

De nos jours, tous les pays du Sahel font face à une guerre asymétrique dont les réels mobiles restent à découvrir. L'hydre du terrorisme continue d'avoir des facteurs accélérateurs à cause du désœuvrement de millions de jeunes sur le continent et de la mauvaise gouvernance dénoncée dans les États.

²⁶ Une tentative de coup d'état à lieu dans la nuit du 30 au 31 mars 2021, à quelques jours de l'investiture de Mohamed Bazoum, président élu Mohammed Bazoum (31 mars 2021) <https://www.jeuneafrique.com/1146438/politique/tentative-de-coup-detat-au-niger-deux-jours-avant-linvestiture-de-mohamed-bazoum/> (Consulté, Mai 2022)

²⁷ En Guinée-Bissau, une tentative de coup d'Etat aux causes nébuleuses: https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/02/03/en-guinee-bissau-une-tentative-de-coup-d-etat-aux-causes-nebuleuses_6112134_3212.html

²⁸ Guinée-Bissau: heurts après l'interdiction du congrès de l'opposition: <https://fr.africanews.com/2022/03/19/guinee-bissau-heurts-apres-l-interdiction-du-congres-de-l-opposition/>

Au vu de la chienlit qui s'établit progressivement dans les pays du Sahel ; de l'incapacité des forces nationales et coalitions internationales à venir à bout du terrorisme et face aux premières manifestations d'expansion de l'extrémisme violent vers les pays de la côte du Golfe de Guinée depuis peu²⁹, les prises de position des États pour résoudre la question sécuritaire commencent à diverger³⁰. La division des pays en Afrique de l'Ouest en deux blocs, pour ou contre une coopération armée avec la Russie, pour régler la question sécuritaire n'est pas à exclure. Déjà, concernant les décisions à l'encontre des trois pays sous régime inconstitutionnel (Mali, Guinée, Burkina Faso) lors du sommet des Chefs d'Etats de la CEDEAO du 04 juin 2022³¹ à Accra, les pays étaient divisés en 2 camps et cette situation rendra ineffectif certaines décisions de l'organisation régionale.

Il faudrait craindre, si un tel clivage se pérennise, que cela rende vulnérable l'institution et empêche d'autres initiatives de bonne gouvernance, de paix et de sécurité de voir le jour afin d'éradiquer l'extrémisme violent et d'autres menaces imminentes auxquelles sont confrontés les pays de la région. Aussi, la question de violations des droits humains pourrait se poser, si les interventions des États avec leurs alliés vont dans tous les sens. Des cas d'exactions sont régulièrement signalées, aussi bien de la part des groupes armés, des groupes d'auto-défense communautaires que des forces de défense et de sécurité (FDS).³²

c). Implication sur l'influence de la CEDEAO dans la région

S'il faut saluer les interventions réussies de la CEDEAO dans certains de ses États membres, son échec dans d'autres a soulevé la problématique

du poids de coercition que l'organisation régionale a sur ses États membres. Bien de choses pourraient laisser penser que l'organisation elle-même sert de paravent pour entériner les coups d'état constitutionnel³³ alors qu'elle s'insurge et sanctionne d'autres coups d'état. Car, tout compte fait, dans les cas du coup d'état constitutionnel et du coup d'état armé, il reste une question de changement inconstitutionnel qui demeure. En effet, ce rejet des populations s'est illustré avec les vagues de contestations par les peuples africains de l'Afrique et de la diaspora, depuis les sanctions économiques, financières, administratives prises, le 9 janvier 22 par les chefs d'Etat de la CEDEAO et de l'UEMOA contre le Mali. Par exemple, le 22 janvier 2022, une grande mobilisation a eu lieu à Bamako une fois de plus pour dénoncer lesdites sanctions des deux institutions sous régionales. Il en a été de même au Burkina Faso, à Paris, en Guinée Conakry, pays membre de la CEDEAO qui a refusé de fermer ses frontières avec le Mali.³⁴

Aussi, l'isolement des régimes militaires a le potentiel de renforcer la coopération entre le Mali, la Guinée et le Burkina Faso pour s'installer au pouvoir.

Il est temps que la CEDEAO prenne en compte les aspirations légitimes des populations parce qu'elle semble plus subir l'influence des chefs d'Etats et de certains accords internationaux. Une situation qui justifierait qu'elle peine à réussir des réformes dans certains de ses textes et instruments comme le "protocole additionnel pour la démocratie et la bonne gouvernance" et surtout travailler à avoir les moyens (intégration économique, coopérations bilatérales etc.) de sa politique pour résolument parvenir à "une CEDEAO des peuples, Paix et Prospérité pour tous"³⁵.

²⁹. Le Bénin cible d'une vingtaine d'attaques de groupes terroristes <https://information.tv5monde.com/afrique/le-benin-cible-d-une-vingtaine-d-attaques-de-groupes-armes-458231>

-Inquiétudes au Bénin suite aux attaques terroristes <https://www.dw.com/fr/inquiétudes-bénin-suite-attaques-terroristes/a-61729507>

-Au Togo, huit soldats tués dans une attaque «terroriste» https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/05/11/au-togo-huit-soldats-tues-dans-une-attaque-terroriste_6125673_3212.html (Consulté après le 12 mai 2022)

³⁰. Le Mali bénéficie du soutien de la Guinée qui ne lui a pas fermé ses frontières bien que ses autres pairs appliquent les sanctions imposées par la CEDEAO.

³¹. Mali, Burkina, Guinée: la Cédéao reporte les décisions à juillet faute d'accord (05 juin 2022)

Les dirigeants ouest-africains réunis à Accra le 04 juin 2022 se sont séparés sans s'entendre sur les sanctions à l'encontre des régimes putschistes du Mali, du Burkina Faso et de la Guinée. Une autre rencontre a été fixée pour le 3 juillet 2022 dans la capitale ghanéenne. <https://information.tv5monde.com/afrique/mali-burkina-guinee-la-cedeao-reporte-les-decisions-juillet-faute-d-accord-459307> (Consulté le 06 juin, 2022)

³². Sécurité et droits humains en Afrique de l'Ouest et au Sahel: défis et perspectives Cas du Mali, du Burkina-Faso et du Niger: <http://library.fes.de/pdf-files/bueros/fes-pscc/17368.pdf>

³³. Réformes constitutionnelles contestées en Guinée 2020 et en Côte d'Ivoire en 2021

³⁴. Soutien des populations africaines au Mali après les sanctions de la CEDEAO et de l'UEMOA : Au Burkina Faso, en Guinée, à Bamako, à Paris, les peuples africains ne décolèrent pas: <https://www.maliweb.net/politique/soutien-des-populations-africaines-au-mali-apres-les-sanctions-de-la-cedeao-et-de-luemoa-au-burkina-faso-en-guinee-a-bamako-a-paris-les-peuples-africains-ne-decolerent-pas-2961566.html>

³⁵. La CEDEAO passe de la « Vision 2020 » à la « Vision 2050»: <https://parl.ecowas.int/la-cedeao-passe-de-la-vision-2020-a-la-vision-2050/?lang=fr> (Consulté le 06 juin 2022)

d) Implication sur la gouvernance de nos ressources naturelles, l'intégration économique en Afrique de l'Ouest et la cohésion sociale

Avec la libéralisation croissante des relations commerciales avec d'autres puissances économiques, les pays africains ont commencé à diversifier les partenaires. Limités par l'insuffisance de la ressource humaine qualifiée pour des technologies de pointe et des infrastructures³⁶, ces pays veulent travailler avec des experts pour la mise en œuvre de plan de développement dans le secteur industriel, entre autres. Aussi, les nouveaux partenariats semblent offrir plus d'avantages à ces pays. Par exemple, l'on peut citer la contribution de la Chine à remédier aux problèmes de transport, d'énergie et de télécommunications en Afrique. «Ces efforts complètent ceux des autorités nationales, des investisseurs privés et des donateurs³⁷». Mais cette dynamique dans la diversification des relations commerciales est confrontée, depuis une dizaine d'années, aux conséquences de l'insécurité grandissante ; Par exemple, les investissements notamment dans le secteur minier sont ralentis, voire stoppés dans certaines zones.). Différentes théories et analyses s'évertuent à expliquer le phénomène dont l'une des causes serait liée à la convoitise et à la mauvaise gestion des ressources naturelles et minières. En effet, « Même si un développement notable est observé dans l'économie africaine grâce à l'exploitation des ressources naturelles, cela à très peu de retentissement sur le quotidien de la population en raison de la corruption, des crises politiques, des contrats secrets arrangés pour le compte des grandes sociétés et des affrontements qui sont légion³⁸. ».

Des preuves³⁹ géologiques continuent de révéler les immenses ressources, surtout minérales que

renferment les sous-sols du continent. Aussi, en ce qui concerne la partie ouest africaine et particulièrement le Sahel, les convoitises se sont multipliées ces dernières années pour contrôler la zone⁴⁰. La guerre géopolitique qui se joue dans le Sahel a bien de secrets à révéler. Toutefois, il est entendu qu'il y a certainement des avantages ou des intérêts, qui motivent les conflits géopolitiques qui s'y sont développés ces derniers temps. Dans cet imbroglio, c'est l'Afrique qui perd encore des bras valides pour le développement du continent, car la jeunesse désœuvrée⁴¹ demeure une cible facile pour les marchands d'illusion.

e). Implication pour les écosystèmes de l'Afrique de l'Ouest

«La forêt d'Afrique de l'Ouest fournit des services d'écosystèmes essentiels, tels la régulation et le maintien de la qualité de l'air, la contribution à la formation de précipitations, la rétention de dioxyde de carbone excédentaire ou la prévention de l'érosion des sols. Les côtes d'Afrique de l'Ouest font partie des zones les plus poissonneuses du monde (Thiaw, 2002) et les mangroves qu'elles abritent sont remarquables. Les forêts guinéennes d'Afrique de l'Ouest, qui s'étendent de la Guinée au fleuve Sanaga au Cameroun, constituent l'une des 25 zones mondiales de haute diversité biologique définies par Mittermeier et al. (1998). Même si elles abritent moins d'espèces que la cuvette centrale (Doumenge, 1996), ces forêts présentent un fort taux d'endémisme et sont importantes pour la conservation des primates. La grande faune africaine subsiste par ailleurs encore dans certaines savanes soudaniennes et forêts sèches de la sous-région. La biodiversité sahélienne et saharienne est quant à elle remarquable car adaptée à un environnement extrême. Le nord du Niger est ainsi l'un des

³⁶. Op.cit.

³⁷. **La Chine et l'Afrique : un nouveau partenariat pour le développement?** «L'architecture de l'aide au développement au bénéfice de l'Afrique est en pleine mutation, notamment avec la venue de nouveaux partenaires du Sud qui jouent un rôle de plus en plus important en procurant des financements et du savoir-faire qui sont essentiels au développement de ce continent. La Chine est ainsi devenue le principal pays partenaire émergent. Au cours de la dernière décennie, ses entreprises ont multiplié par plus de dix leurs échanges commerciaux avec les entreprises africaines, ainsi que leurs investissements en Afrique. Cet essor du commerce et de l'investissement est souvent encouragé par des dons ou des prêts concessionnels publics qui s'inscrivent dans la stratégie de «mondialisation» de la Chine. Cette présence grandissante de la Chine s'explique par la puissance économique et politique croissante de ce pays sur la scène mondiale, ainsi que par l'intérêt que porte la Chine au secteur des ressources naturelles de certains pays d'Afrique dans le but d'alimenter son expansion économique». <https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/text-francais%20china.pdf> (Consulté le 03 mai, 2022)

³⁸. Op.cit.

³⁹. Op. cit.

⁴⁰. Op.cit. «L'Afrique a été longtemps spoliée par des mains étrangères et l'est encore aujourd'hui, les nouvelles découvertes de gisements attisent l'appétit des grands groupes internationaux.» <https://www.aa.com.tr/fr/afrique/graphique-les-ressources-naturelles-source-despoir-pour-lavenir-de-lafrique/871406>

⁴¹. «Nous savons que les communautés sont durement touchées par la pauvreté et le chômage au Mali, au Niger, au Burkina Faso. Je dis cela parce que nous travaillons sur le terrain pour le développement des jeunes. Tant que les autorités de nos pays, en Afrique de l'Ouest, continueront d'ignorer la véritable aspiration de la jeunesse, il sera difficile de gagner cette guerre contre le terrorisme dans cette région. La seule véritable origine du terrorisme est la pauvreté et les frustrations », a expliqué Georges Klutsé, secrétaire général du Regroupement des jeunes Africains pour la démocratie et le développement (REJJAD), une ONG œuvrant dans l'humanitaire et implantée dans plusieurs pays de la sous-région. https://www.lepoint.fr/afrique/antiterrorisme-l-afrique-de-l-ouest-vers-plus-de-solutions-endogen-06-05-2022-2474550_3826.php (Consulté le 08-06-2022)

derniers refuges pour certaines espèces menacées de la grande faune sahélo-saharienne (Claro et al., ce volume).⁴²»

Malheureusement, l'exploitation artisanale, semi-industrielle et illégale des ressources naturelles ont déjà fait de grands dégâts dans les écosystèmes. Il faut donc craindre « la dégradation des écosystèmes en Afrique de l'Ouest, à la suite d'une exploitation non rationnelle des ressources naturelles, qui ne respectent pas les normes environnementales⁴³».

Au vu de ce qui précède, les conflits géopolitiques au-delà des implications certaines qu'ils auront dans divers domaines de la gouvernance démocratique des pays africains, pourraient être une opportunité pour un repositionnement stratégique militaire pour les grandes puissances ; un marché africain encore très fertile pour des multinationales; une exploitation plus accrue des ressources naturelles de ces pays et une main d'œuvre abondante, à moindre coût. Il appartient aux Africains surtout les dirigeants de saisir les opportunités des "tractations" du moment pour négocier de nouveaux accords et contrats à l'avantage du développement de leurs pays et du bien-être de leurs populations dont les statuts ne se sont pas tellement améliorés depuis les indépendances des années 1960 comparativement à certains pays asiatiques, qui vivaient le même sous-développement que la plupart des pays du continent africain.

V- Scenarios

Scénario du cas Réaliste (très probable)

La situation sécuritaire dans la région est fragilisée par l'expansion de l'extrémisme violent vers les pays de la Côte du golfe de Guinée. Finalement, à travers la collaboration régionale multi-acteurs

sous le leadership de la CEDEAO, la force en attente de la CEDEAO est déployée. Des défaites sont infligées aux groupes armés qui sont affaiblis et se font plus discrets. Néanmoins certaines zones minées continuent à faire des victimes. Les populations éprouvées par ces années de terrorisme réclament des dirigeants qui ont prouvé leur capacité, en contribuant efficacement à la mise en œuvre des stratégies pour sortir de la crise. Des élections pacifiques sont organisées un peu partout dans la région. Les nouveaux élus, avec plus de légitimité, ont affiché leurs ambitions à redefinir des partenariats gagnant-gagnant à travers l'intégration économique et des accords diplomatiques avec d'autres nations. La marche vers la paix et la prospérité s'enclenche.

Scénario du pire cas (probable):

La capacité de déploiement des supplétifs russes de l'armée malienne a été insuffisante, vu l'effectif des troupes et l'étendue du territoire malien. Les groupes armés très mobiles changent constamment de lieux et diversifient leurs méthodes et leurs cibles d'attaques.

Le Mali et aussi ses pairs du Sahel sont obligés d'engager leurs populations au front pour combattre le terrorisme. Des violations massives de droits humains sont enregistrées aussi bien du côté des alliés que de l'ennemi. La sous-région fait face à une insécurité régionale accrue. La question de faire appel à d'autres puissances étrangères pour en finir avec la violence terroriste divise les États de la CEDEAO. Aussi, au niveau de la communauté internationale, cette divergence par rapport aux alliances à conclure accentue également la division entre les grandes puissances. On s'achemine vers une guerre froide, avec beaucoup plus de conséquences pour les États de la CEDEAO.

⁴² La gestion des aires protégées (2007). <https://books.openedition.org/irdeditions/8017?lang=fr> (Consulté le 04 mai 2022)

⁴³ Ces accords incluent celui sur l'extraction de bauxite conclu en 2018 avec l'entreprise chinoise Sinohydro, dont les risques environnementaux incluent une détérioration possible de la forêt tropicale d'Atewa, où prennent leur source plusieurs grands fleuves du Ghana. Un autre accord – sur la redevance des minéraux d'Agyapa – a été adopté en urgence en 2020 malgré un boycott de l'opposition et des alertes émanant des médias et groupes de surveillance anti-corruption ghanéens et internationaux. Voir Amin, K. Ghana: What is going on with the controversial Agyapa Gold Royalties deal?, Transparency International. 26 novembre 2020. https://www.kofiannanfoundation.org/app/uploads/2022/02/Le-recul-democratique-en-afrique-de-louest_caracteristiques-causes-et-solutions_Boadi_Decembre2021.pdf (Consulté le 04 mai 2022)

⁴⁴ La démographie africaine impose la création massive et rapide d'emplois. D'ici 2030, on estime que 30 millions de jeunes arriveront chaque année sur le marché du travail, soit les trois quarts des entrées des jeunes au niveau mondial. Cela signifie qu'il faut doubler le nombre d'emplois, c'est-à-dire créer 450 millions d'emplois supplémentaires alors que la population active actuelle est d'environ 500 millions. C'est un enjeu considérable car on considère que le nombre d'emplois créés est déjà insuffisant. Cet écart entre l'offre et la demande risque de s'accroître si rien n'est fait, ce qui créerait des situations de forte précarité et de chômage dans certaines régions. <https://ideas4development.org/jeunesse-africaine-avenir-continent/> (Consulté le 06 avril 2022)

⁴⁵ «Le cas de l'Asie montre qu'il n'existe aucune raison valable pour que l'Afrique reste pauvre» ALIKO DANCOTE, FONDATEUR DU CONGLOMÉRAT DANGOTE GROUP (Mars 2020) <https://www.thebrenthurstfoundation.org/downloads/le-mode-le-asiatique.pdf> (Consulté le 17 Mai, 2022)

VI- Recommandations

Les conséquences qui découlent des différents conflits en cours, aussi bien sur le sol africain que hors du continent interpellent fortement les États africains à plus de solidarité entre elles à travers les communautés économiques régionales (CER), voire au niveau continental. Le constat a démontré que regroupés et actifs dans des blocs garanti plus de protection, de stabilité et donc de développement aux États membres. Mais avant tout, chaque État doit résolument travailler à l'interne, pour permettre un accès équitable aux instruments de bonne gouvernance et aux ressources, à ses citoyens. La CEDEAO doit fédérer davantage les énergies de ses États membres, travailler à l'harmonie et à la cohésion à l'interne, afin que sa voix pèse et compte dans le cercle des institutions et organisations internationales.

Aux États membres de la CEDEAO

- Les États membres de la CEDEAO doivent signer, ratifier et mettre en œuvre tous les instruments en matière de bonne gouvernance, de paix, de sécurité et de stabilité qu'ils auront adoptés;
- Dialoguer afin de parvenir à des consensus, pour consolider les initiatives de la CEDEAO et la rendre plus efficace;
- Les États doivent aligner leurs plans nationaux de développement sur les ODD des Nations Unies;
- Développer et activer des cadres nationaux, régionaux et internationaux et des politiques sur la participation inclusive des femmes et des jeunes à la gouvernance, paix et sécurité;
- Autonomiser son agriculture et autres sources de subsistance alimentaire (pisciculture, l'élevage etc.);
- Diversifier ses sources d'importations pour ce qui concerne les biens qui ne peuvent pas être produits sur leur sol africain;

- Mobiliser des ressources pour combler les lacunes en matière d'infrastructures;
- Assurer l'utilisation durable et rationnelle des ressources naturelles et autres, dans l'intérêt des populations et des écosystèmes en dégradation;
- Promouvoir la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance par le biais de mécanismes institutionnels et d'un régime de sanctions renforcés;

A la CEDEAO

- La CEDEAO doit accélérer la mise en œuvre de sa Force en attente⁴⁶, pour contrecarrer l'insécurité en escalade dans la région;
- Revoir son approche en termes de sanctions contre les pays qui traversent des transitions politiques et prendre en compte leurs réalités sécuritaires, sociopolitiques et économiques actuelles, pour éviter le retrait des États qui n'accepteront pas un "acharnement";
- La CEDEAO, l'UA, UNOWAS et les partenaires internationaux devraient accroître leur collaboration et intensifier leur engagement avec les gouvernements de transition et les principales parties prenantes au Mali, en Guinée et au Burkina Faso par le biais d'un dialogue, de négociations et d'un consensus soutenus sur les voies vers le rétablissement de la gouvernance démocratique dans les pays.
- Opérationnaliser le Conseil Economique, Social et Culturel (ECOSOCC) de la CEDEAO en tant que véhicule pour intensifier la collaboration et l'activisme de la société civile en faveur de la bonne gouvernance, la paix et la sécurité;
- Intensifier le soutien à l'intégration régionale et à la diversification économique;

⁴⁶. En juin 2004, la Commission de défense et de sécurité de la CEDEAO a rebaptisé ECOMOG la Force en attente de la CEDEAO. La force est composée de soldats hautement qualifiés issus d'unités nationales. Il comprend une force opérationnelle de réaction rapide pouvant être déployée dans les 14 jours (au lieu des 30 jours précédemment prévus conformément à la norme de l'Union africaine), tandis que l'ensemble de la brigade pourrait être déployé dans les 90 jours. ECOWAS Standby Force urged to discharge professionally (Mai 2022). <https://www.ghanabusinessnews.com/2022/05/27/ecowas-standby-force-urged-to-discharge-professionally/>

- Renforcer la résilience de l’Afrique de l’Ouest, voire de l’Afrique aux chocs mondiaux, (la dépendance doit être réduite en accélérant une transition énergétique⁴⁷ et en promouvant des approches innovantes de l’entrepreneuriat, en particulier pour les femmes et les jeunes);

La société civile

- Les organisations de la société civile (OSC) doivent intensifier leur collaboration avec la CEDEAO pour vulgariser le Protocole et d’autres cadres de gouvernance, aider à la sensibilisation et aussi pour accroître l’appréciation du public du rôle de la CEDEAO, dans le renforcement de la stabilité politique de l’Afrique de l’Ouest, afin de renforcer un sentiment d’intérêt et de contribution des citoyens à la démocratie et la gouvernance dans la région;

FDS

- Encadrer les initiatives de sécurité communautaires transfrontalières, à la suite de l’expérience⁴⁸ d’autres nations;

Aux partenaires / Institutions

- Renforcer la coopération internationale par la création de conditions d’un partenariat gagnant-gagnant avec les pays africains;
- Accélérer les bons offices (pourparlers, dialogues, médiations, négociations politiques etc.) pour un cessez-le feu immédiat dans les zones à conflits ouverts;
- Maintenir le commerce mondial des aliments et des engrais ouverts;

CONCLUSION

A la lumière de ce qui précède, rappelons que nous sommes dans un monde interconnecté et interdépendant et cette interdépendance oblige les uns et les autres à prendre en compte les réalités du moment qui s’imposent à tous. C’est pourquoi, face aux défis sécuritaires dans la région ainsi que la réalité géopolitique actuelle, les Etats de la CEDEAO doivent donner une prééminence aux initiatives de l’institution afin de renforcer sa stratégie de coopération et son régime de sanctions en matière de prévention et de gestion de conflits et de crises. Les relations de coopérations entre grandes puissances et les pays Africains surtout ceux de l’Afrique l’Ouest doivent aussi être revues pour un partenariat équitable, juste et sincère. Ce partenariat se voudrait d’avoir des objectifs gagnant-gagnant et se départir des approches de tutorat. Les grandes puissances doivent repenser leurs stratégies avec les pays de la région. Repenser sa stratégie actuelle de coopération, supposerait de tenir compte les demandes croissantes des populations de la sous-région ainsi que les réalités actuelles de la géopolitique mondiale. C’est également permettre l’accès aux bonnes technologies afin que les pays Africains puissent créer leurs propres systèmes monétaires, économiques, militaires etc. La CEDEAO doit aussi renforcer davantage la cohésion et la synergie entre ses départements en charge des initiatives de paix et de prévention de conflits afin de maximiser ses résultats. Il y a de nos jours un besoin croissant en la matière entre les pays membres de la CEDEAO. Les dirigeants de la région doivent davantage s’unir afin de faire profiter les populations des richesses dont elle dispose. Il est important aussi d’attirer l’attention des opinions et éclairer la lanterne des populations de la région sur un certain nombre de réalités géopolitiques actuelles qui influence la vie et l’existence en Afrique et en Afrique de l’Ouest.

⁴⁷ Résilience climatique et transition énergétique équitable : deux enjeux majeurs pour le continent africain (16-06-2022) <https://www.france24.com/fr/contenus-partenaires/20220616-résilience-climatique-et-transition-énergétique-équitable-deux-enjeux-majeurs-pour-le-continent-africain> (Consulté le 20-06-2022)

⁴⁸ -La Suisse confédérale ou la France une et indivisible ? Au lieu de plagier les institutions des grands États européens et en particulier de la France, sans doute les États africains eussent-ils mieux fait de s’inspirer de la confédération helvétique, avec des gouvernements centraux réduits au minimum et des cantons autonomes à l’échelle de la tribu, codirigés par un chef traditionnel et un sénat. Ces institutions auraient été mieux appropriées à de jeunes États encore dépourvus d’administrations centralisées. https://www.herodote.net/19_21_juin_1990-evenement-19900620.php

Clause de non-responsabilité: Cette publication est rendue possible grâce au soutien généreux de la Coopération Autrichienne pour le Développement, de l'Ambassade de Suède à Addis Abeba et de l'Ambassade du Danemark au Ghana. Son contenu relève de la seule responsabilité de WANEP et ne reflète pas nécessairement les opinions des partenaires susmentionnés.



Les conflits géopolitiques en cours et leurs implications pour la gouvernance démocratique, la paix et la sécurité durable en Afrique de l'Ouest.

WEST AFRICA NETWORK FOR PEACEBUILDING (WANEP)
Trinity Avenue, off Mile 7 Road, Achimota Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Tel: +233 302 41 1638 | 0302 406340,
+233 5403 79186 | 0302 408 224 | 055 3147 910
Email: wanep@wanep.org | Website: www.wanep.org